



Effets potentiels du coronavirus sur l'économie de la République démocratique du Congo

Matata Ponyo Mapon, 20 mars 2020

0. Introduction

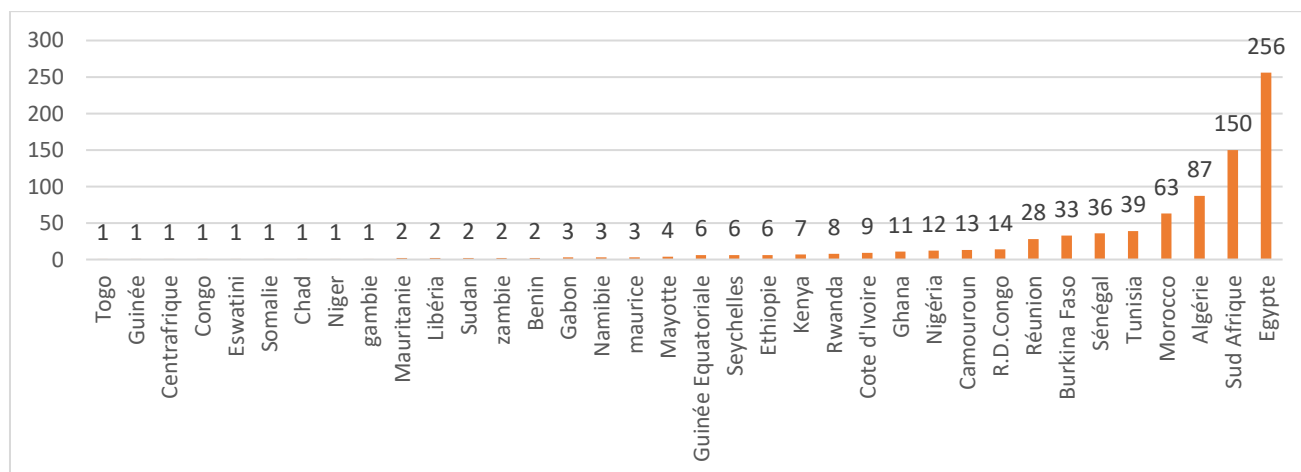
Nous sommes confrontés à une crise sanitaire mondiale sans précédent depuis près de 75 ans dans l'histoire du monde.

La présente note discute des éventuels effets de la propagation du coronavirus dans le monde sur l'économie de la République démocratique du Congo (RDC). Quoique le pays n'ait pas encore ressenti les affres de ce choc, il serait responsable de notre part de réfléchir sur les mécanismes par lesquels ses effets pourront se manifester et discuter des mesures à prendre pour en atténuer ces affres.

En secouant fortement l'économie de la Chine : deuxième économie du monde (plus de 16 % du PIB mondial), plus grand importateur de matières premières, deuxième consommateur mondial de pétrole, la propagation du coronavirus aura une incidence négative sur l'économie mondiale et sur les performances macroéconomiques de tous les pays, développés tout comme en développement, y compris la RD Congo.

Les économies africaines qui sont très dépendantes de la marche de l'économie mondiale, car étant exportatrices de matières premières et bénéficiant des flux financiers extérieurs au titre des investissements directs étrangers (IDE) et de l'aide publique au développement, devraient ressentir les affres de ce choc exogène avec une grande virulence.

Figure 1 : Nombre des cas confirmés en Afrique



Source : OMS Afrique (20/03/2020).

Il importe de relever que la plupart des pays africains sont et seront mis à rude épreuve par ce choc du fait de la défaillance et de l'engorgement de leurs systèmes sanitaires. Avec leurs ressources humaines, matérielles et financières limitées, la majorité des pays africains assisteront en toute impuissance aux ravages de la pandémie si les pays avancés n'arrivent pas à trouver une solution.

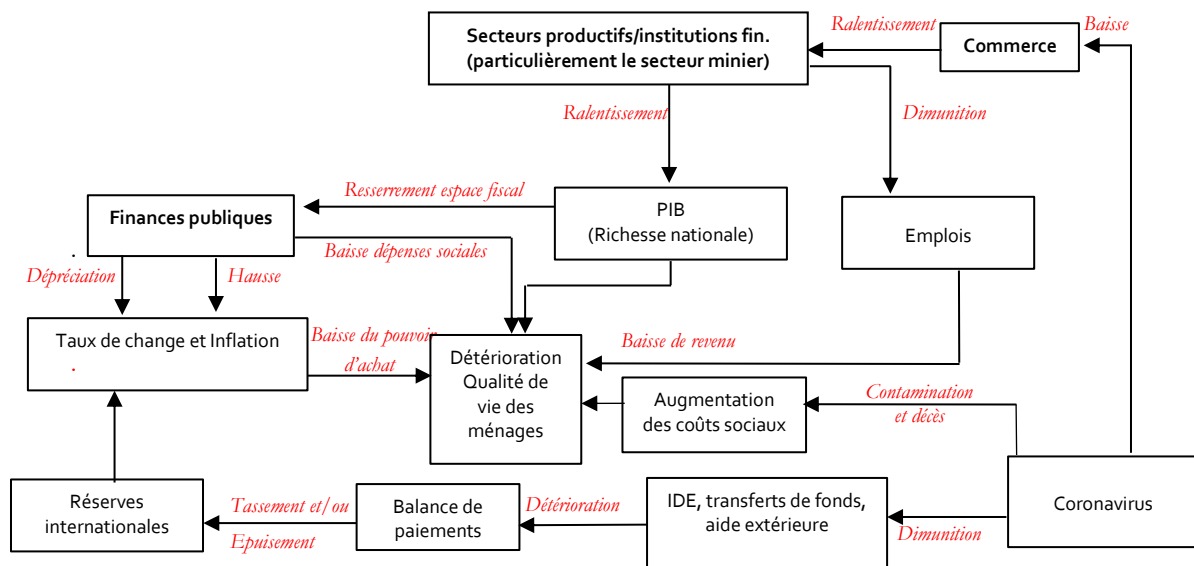
1. Chaîne de transmission des effets à l'économie

En raison de sa forte vulnérabilité vis-à-vis des chocs exogènes, la RDC est exposée à de forts risques de perturbation de sa situation économique et sociale en raison d'une large propagation du coronavirus dans le monde, laquelle devrait atteindre l'Afrique avec encore plus de virulence dans les jours à venir si aucune solution n'est trouvée dans les brefs délais.

Outre la contamination au virus qui directement porterait atteinte à la qualité de vie des ménages et à la main-d'œuvre, il y a lieu de relever que cette épidémie touchera le pays par le truchement de la balance de paiements (dont la balance commerciale et le compte des opérations financières) et des secteurs productifs qui écoulent l'essentiel de leurs productions à l'étranger, surtout en Chine.

Par des effets d'entraînement, le choc du coronavirus devrait atteindre d'autres segments de l'économie congolaise, notamment les finances publiques, la stabilité du cadre macroéconomique et la situation de l'emploi. Ceci aura pour conséquence au plan humain et social, une dégradation des conditions de vie qui déjà, ne sont pas très bonnes.

Figure 2. Eventuels canaux de transmission des effets du coronavirus sur l'économie congolaise



Source : Congo Challenge

Un examen de la structure de l'économie congolaise indique que son dynamisme est souvent tiré par les industries extractives et le commerce de gros et de détail. Du reste, plus de 90 % des exportations du pays en 2018 et 2019 ont porté sur les matières premières d'origine minérale et la Chine en a été l'un des principaux acquéreurs. Ceci laisse présager un important repli de la croissance.

En portant atteinte aux volumes des transactions du pays avec l'étranger, notamment les flux financiers, le volume de l'aide et les investissements directs étrangers (IDE), le choc devrait détériorer le solde de la balance de paiements et réduire de ce fait, les réserves de change. Le déséquilibre de l'offre et de la demande de devises pèsera sur la stabilité des prix et la prévisibilité du futur.

Le creusement du déficit public qui résultera du ralentissement de la croissance économique et de la pression des dépenses sanitaires ainsi que la détérioration de la balance de paiements, ce mix ne pourra qu'entraîner un dérapage du cadre macroéconomique et conforter les mauvaises perspectives de croissance économique.

Notre analyse sera menée suivant la chaîne de transmission des effets en cascade en partant des deux principaux vecteurs par lesquels le choc passera, à savoir (i) les effets du resserrement des débouchés sur la croissance économique, particulièrement sur l'activité minière et le commerce et (ii) les différentes composantes de la balance de paiements.

2. Méthodologie d'analyse

Pour analyser les éventuels effets du coronavirus sur l'économie de la RDC, nous nous sommes fondés sur les poids et élasticités qui caractérisent les interrelations entre variables. Pour mesurer les potentiels effets des changements que pourraient subir le pays en partant des principaux vecteurs de transmission, deux scénarios ont été retenus : à politique inchangée et avec ajustement.

Le premier scénario suppose que les autorités congolaises, en dépit du choc, maintiennent inchangés leurs comportements en matière de dépenses publiques et de consommation des réserves de change. Par contre, le deuxième scénario admet que les autorités congolaises ajustent leurs comportements de manière quasi proportionnelle à l'effet calculé sur le taux de croissance de l'économie.

3. Traits caractéristiques récents de l'économie congolaise

L'économie de la RDC est peu développée en raison de l'état embryonnaire de son industrie et de sa forte dépendance vis-à-vis du secteur primaire, particulièrement de l'extraction des ressources minières. Quoique sa part dans la croissance ait fortement baissé entre 2018 et 2019, passant de 4,4 à 0,5 points de contribution, celle-ci reste le principal levier de l'économie du pays.

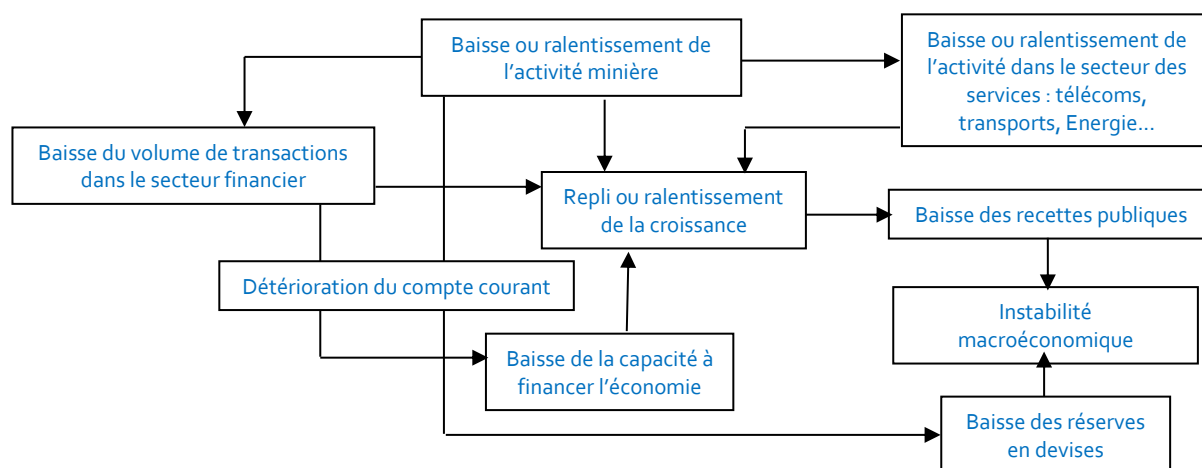
Tableau 1. Décomposition du taux de croissance 2017 – 2020

	Primaire	dont minier	secondaire	Tertiaire	Primaire	dont minier	secondaire	tertiaire	Croissance
	%				Points de croissance				
2017	59,5	52,5	31,6	31,9	2,22	1,96	1,18	1,19	3,5
2018	81	75,8	12	8,6	4,7	4,4	0,7	0,5	5,8
2019	19,5	10,8	34,8	36,9	0,9	0,5	1,6	1,7	4,6
2020 prév.									5,4

Source : BCC

Le rôle joué par l'exploitation des ressources minières est de plusieurs ordres. Elle contribue non seulement à la création directe de richesses et d'emplois mais elle sert également de support à d'autres segments de l'économie de par sa consommation de services divers. Aussi, elle concourt à l'entrée des devises et par conséquent, son dynamisme contribue à l'équilibre du marché de change.

Figure 3. Effets d'entraînement d'un choc sur le secteur minier



Comme l'indique le tableau 2 ci-dessous relatif à la structure de la balance commerciale de la RDC en 2018 et 2019, plus de 90 % des recettes d'exportation du pays proviennent de la vente à l'étranger des produits minières et des hydrocarbures. Ce sont également ces recettes qui confortent le niveau de réserves de change de la Banque Centrale du Congo (BCC).

Tableau 2. Balance commerciale : 2018 – 2019

	2018	2019	Variation (%)
Exportations (Millions USD)	15.966,8	15.031,3	-5,9
Produits miniers et hydrocarbures	15.826,8	14.919,7	-5,7
Produits agricoles	124	100,7	-18,8
Produits industriels	16,1	10,9	-32,0
Importations (Millions USD)	14.972,7	14.631,7	-2,3
Biens de consommation	3555,2	3667,3	3,2
Energie	1108,6	1068,7	-3,6
Matières premières et semi-produits	3187,6	3573,2	12,1
Biens d'équipement	7121,2	6322,4	-11,2
Solde	994,1	399,6	-59,8

Source : BCC

Toujours au niveau des transactions avec le reste du monde, plus précisément au niveau du compte capital, il s'est observé une baisse du solde des opérations. Ce dernier est passé de 0,9 % à 0,3 % du PIB en raison d'une diminution des transferts privés. En ce qui concerne les investissements directs étrangers nets, ils ont baissé de 4,02 % d'une année à une autre. Il convient de relever que les biens d'équipement représentent près de 50% des importations.

Le taux de change étant déterminé par la rencontre de l'offre et de la demande de devises, son comportement est à mettre en parallèle avec le solde de la balance commerciale. Et puisque le pays est très dépendant de l'extérieur, notamment des importations alimentaires ; l'évolution de l'indice des prix à la consommation est dans une certaine mesure liée au taux de change.

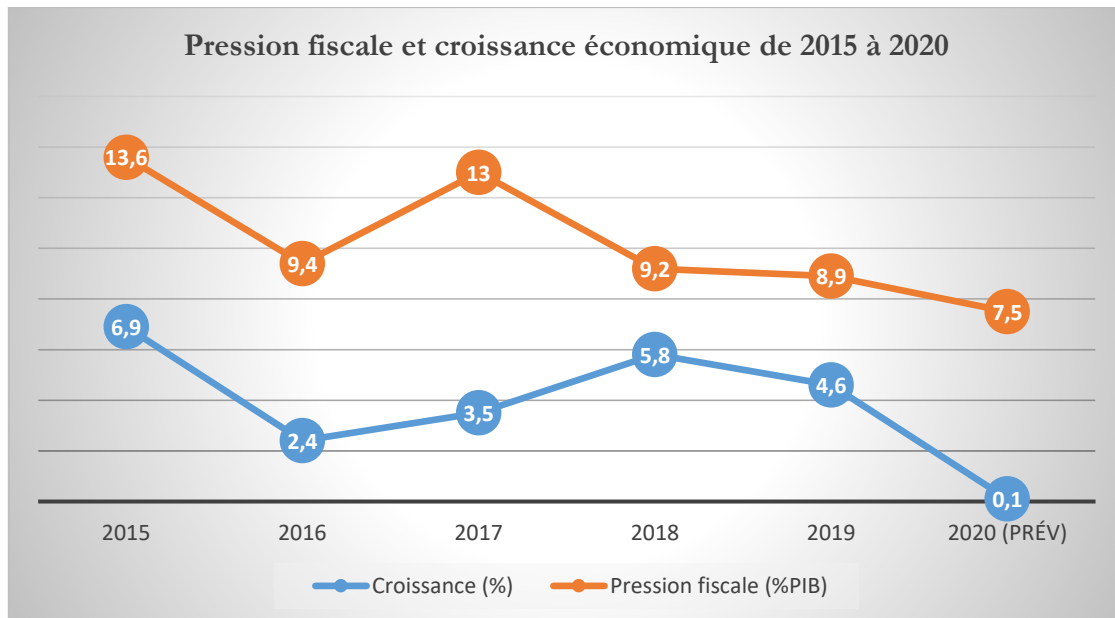
Tableau 3. Inflation et taux de change : 2017 – 2020

	Inflation	Taux de change	Variation du taux de change	Réserves de change
	%	CDF/USD	%	En millions de USD
2012	2,7	915,2		1.271,80
2013	1,07	918	-0,31	1.743,60
2014	1,03	925	-0,76	1.645,15
2015	0,8	927	-0,22	1.403,58
2016	11,45	1281	-27,63	845,44
2017	54,7	1650	-22,36	844,02
2018	7,22	1670	-1,20	879,48
2019	4,58	1705	-2,05	858,66 (avant FMI)
				1.030,97 (après FMI)

Source : BCC

La dépréciation monétaire observée entre 2016 et 2017 procède d'une baisse de l'offre de devises – provoquée essentiellement par la baisse des cours mondiaux des minerais – alors que la demande de devises sur le marché de change avait tendance à augmenter du fait de la spéculation et de la méfiance qui caractérisaient les agents économiques en raison de la fragilité de la situation politico-sécuritaire.

Il est important de faire remarquer que la stabilité macroéconomique relative observée entre 2018 et 2019 a été réalisée au prix d'une forte consommation des réserves de change, en couverture des déficits importants des opérations financières de l'Etat, dans un contexte de repli de la croissance. La forte consommation des réserves de change a eu également comme conséquence le report de financement des dépenses d'investissement.



Source : Ministère du Budget.

L'analyse de la structure des revenus de l'Etat indique qu'une part importante des recettes publiques provient des transactions commerciales du pays avec l'étranger au titre des droits de douanes et d'accises (± 25 % du total des recettes). Les impôts qui relèvent du commerce extérieur représenteraient près de 30 % des recettes fiscales.

Tableau 4. Contributions des régies financières aux recettes publiques en 2019

Régies	Recettes (en millions de CDF)	Proportion
DGI	3.613.123	51,4%
DGDA	2.009.375	28,6%
DGRAD	1.114.590	15,9%
Pétroliers producteurs	265.708	3,8%
Autres	23.566	0,3%
TOTAL RECETTES	7.026.362	100%

Source : BCC

A la lumière de ce tableau, il ressort que les principaux contributeurs à la mobilisation des recettes de l'Etat sont : la DGI, la DGDA et la DGRAD avec une part de 96% du total des recettes mobilisées. Il convient aussi de souligner que les recettes issues de l'activité interne ont représenté 91% contre 9% issues de l'activité externe.

4. Caractérisation des interrelations entre variables

Pour bien appréhender les effets probables du choc sanitaire sur l'économie congolaise, il faudrait avoir certaines informations et connaître les paramètres structurels de l'économie congolaise, notamment les coefficients de proportionnalité et les élasticités entre variables-clés. Dans le tableau suivant, sont présentés ces paramètres et leurs valeurs moyennes sur les 5 dernières années.

Tableau 5. Eléments caractéristiques et paramètres structurels

	Relations	Type de paramètre	Valeur empirique	Informations à capter
1.	Part du secteur minier dans le PIB ou la croissance	Pourcentage du taux de croissance	0,5	Effet d'un repli du secteur minier sur la croissance
2.	Part du commerce dans le PIB ou la croissance	Pourcentage du taux de croissance	0,6	Effet d'un repli du commerce sur la croissance
3.	Part de la production minière achetée par la Chine	Pourcentage du total des importations	35	Influence ou impact du choc en Chine sur la RDC
4.	Impact d'une variation des cours mondiaux sur le secteur minier	Elasticité-prix	-20,6	Effet d'une variation du cours moyen sur l'activité minière
5.	Part du secteur minier dans les recettes publiques	Pourcentage du total des recettes	33	Effet d'une baisse des recettes minières sur la pression fiscale

5. Estimation des effets

- **Effets sur la croissance économique**

Dans le cadrage macroéconomique sous-tendant l'élaboration du budget 2020 de l'Etat, le gouvernement a projeté un taux de croissance de 5,4 %, résultant principalement du dynamisme du secteur minier. Mais au regard des évolutions enregistrées depuis le début de l'année, les perspectives demeurent peu reluisantes.

Au regard du poids de la Chine dans la demande mondiale de minerais (soit une demande de 35% des minerais produits par la RDC), le ralentissement de sa croissance aura évidemment une incidence sur le cours des matières premières dont le cuivre et le cobalt. En effet, au cours des deux premiers mois de l'année 2020, l'indice de la production industrielle de la Chine a baissé de 13,5% par rapport à la période correspondante de 2019, tandis que les ventes de détail ont chuté de 20,5% durant la même période. C'est le recul le plus important jamais observé depuis près de 30 ans.

En conséquence, on a observé en mars 2020, la baisse du cours du cuivre de 4,87 % et celui du cobalt de 2,19 % sous l'influence du ralentissement économique chinois.

Compte tenu de l'élasticité de l'offre par rapport au cours, et au regard des indicateurs chiffrés ci-dessus portant sur l'évolution de l'économie chinoise, le premier partenaire commercial actuel de la RDC, on devrait s'attendre à un ralentissement de l'activité minière en RDC de plus ou moins 20,6 %. Ceci devrait déboucher sur une baisse de l'activité économique dans les autres segments de l'économie et un ralentissement majeur de la croissance congolaise pour se situer à 0,1 % en 2020 contre 4,5% en 2019 dans une hypothèse relativement optimiste. Dans le cas pessimiste, l'économie congolaise tomberait dans la récession à l'image d'autres pays de la planète, tels ceux de l'union européenne qui s'y prépare déjà. De plus, compte tenu du taux de croissance démographique situé à 3,5%, u niveau de croissance inférieur à 3,5% entrainerait une destruction rapide de richesse nationale avec comme conséquence, l'appauvrissement de la population.

Les effets de la pandémie de Coronavirus sur les autres compartiments de l'économie sont décrits ci-après avec des hypothèses sous-jacentes. L'impact de la pandémie sur l'économie congolaise serait donc double : via le creusement du déficit budgétaire, et via la détérioration de la balance des paiements ; ce qui conduira inévitablement à une récession de l'économie congolaise si des appuis budgétaires et de réformes macroéconomiques appropriées ne sont pas rapidement opérationnalisés.

- **Effets sur les finances publiques**

La baisse de la demande globale aura également un effet négatif sur les secteurs productifs et sur l'offre de production nationale, ce qui provoquera un ralentissement de l'activité économique de la RDC. La détérioration de la balance des paiements aura à son tour un effet négatif sur les recettes publiques de l'Etat qui dépendent fortement des revenus de la vente des matières premières.

Pour évaluer les effets de la pandémie sur les finances publiques, nous avons avancé les hypothèses suivantes :

1. Une baisse de l'activité minière consécutive au ralentissement de la demande mondiale, principalement de la demande chinoise tel que précisé dans le point ci-dessus. Au niveau national, notre proposition est motivée par la décision d'arrêt de la production de la société MUMI et de la baisse de la production de TFM. La production baisserait d'avantage si la baisse de la production d'autres entreprises minières était prise en compte ;
2. En considérant les taux de variation des principaux produits du secteur extractif en RDC, principalement le cuivre, le cobalt et le pétrole, dans la formation du PIB, nous avons retenu une contraction des recettes minières de 20,6% dans leur part aux recettes publiques du fait de l'impact de la crise sanitaire ;
3. Une baisse des activités dans certains secteurs à la suite des mesures du gouvernement de suspendre temporairement pendant 4 semaines des activités liées à l'HORECA (Hôtellerie, restaurants, cafétérias) et leur impact (indirect) sur certains autres secteurs (télécoms, secteur bancaire, etc.). En tenant compte de leur poids dans la formation du PIB, un effet dépressif sur les recettes publiques en 2020 de 0,7% a été retenu. Cette hypothèse tient compte également de l'impact sur les importations et les accises (droits de douane), sur la balance commerciale.

Selon nos simulations, les effets combinés de l'ensemble de ces facteurs provoqueraient une diminution des recettes publiques de CDF 550.499,93 millions à la suite de la contraction du secteur minier et CDF 12.360,52 millions occasionnées par la fermeture des bars, restaurants et terrasses. Soit des baisses de 6,08% et 0,14% dans les deux secteurs en comparaison des recettes totales potentielles ou attendues.

A dépenses publiques inchangées, le solde budgétaire passerait des prévisions initiales de CDF - 577.542 millions à CDF -1.140.402 millions, soit un accroissement du déficit de 97,5%.

Dans la foulée, le ratio salaires/PIB, en d'autres termes la pression des dépenses incompressibles sur les finances publiques s'accroîtra, passant de 54% comme prévision initiale à 65% au 31 décembre 2020. En moyenne annuelle, on obtiendrait 57% selon les prévisions initiales contre 60% avec effets Cov-19. Il sied de rappeler que la norme de l'Afrique sub-saharienne est de 35%, aucune marge de manœuvre ne serait réservée au gouvernement pour exécuter d'autres dépenses, notamment les dépenses d'investissement.

Nous avons retenu l'hypothèse qu'une partie du déficit sera financée par les ressources provenant des Bons du Trésor et les prévisions initiales ont été retenues. L'argument qui préside au maintien de ce niveau des ressources tient au fait que les banques qui seront déjà essoufflées ne seront certainement pas capables de fournir plus d'effort pour acheter plus de dette de l'Etat. Le solde budgétaire net (déficit budgétaire net) des Bons du Trésor passerait alors de CDF 186.246 millions au départ à CDF 749.106 millions, soit un financement monétaire équivalent à USD 445,9 millions.

Au demeurant, il faut préciser que les subventions supplémentaires liées à la prise en charge des mesures additionnelles du Gouvernement sont à considérer. Il s'agit de (1) soutenir la chaîne d'approvisionnement en denrées alimentaires pour garantir la stabilité des prix et la sécurité alimentaire, (2) d'accroître la capacité d'accueil des hôpitaux pour la prise en charge des patients et (3) prendre en charge les frais médicaux des malades du Cov-19.

- **Effets sur le niveau général des prix et le taux de change**

Au niveau international, et s'agissant des produits issus du secteur extractif, il convient de signaler que leurs cours ont connu des baisses importantes durant le premier trimestre 2020. A titre illustratif, les cours du pétrole ont enregistré des baisses respectives de 15% de janvier à février 2020 et de 50% de février à mars en cours. Une baisse de l'ordre de 62% est projetée d'ici la fin décembre 2020 par les agences internationales de cotation boursière.

En ce qui concerne le cuivre, une baisse de 1,5% a été observée de janvier à février 2020 et 7% de février à mars ; une réduction du cours de 18% est envisagée d'ici fin 2020.

S'agissant du cobalt, la tendance des cours reste baissière. Une chute de 7% a été observée entre janvier et février 2020, contre 12% entre février et mars 2020. On s'attend à une baisse moyenne de 16% d'ici la fin de l'année en cours.

Au niveau interne, par des effets d'entraînement, le choc du coronavirus en plus d'atteindre les divers secteurs productifs, les finances publiques et la position extérieure nette, affectera le niveau général des prix et le taux de change. Ceci aura également des conséquences sur les conditions de vie de la population qui ne sont déjà pas très bonnes.

En se basant sur les régularités empiriques de l'économie congolaise au cours des années de crise, et particulièrement en 2016, et en considérant une hypothèse minimaliste, Congo Challenge a retenu les niveaux d'inflation et celui du taux de change à respectivement 64,4% et 2.269 CDF le dollar américain à la fin 2020. Et dans la même logique, le taux de croissance du PIB se situerait à 0,1%, soit à son niveau le plus bas depuis 2002 (il était de 0,2%).

6. Options de politiques

A cause de sa vulnérabilité vis-à-vis de l'extérieur en raison de la faible diversification de son économie et de l'étroitesse de son espace budgétaire réel, la RDC ne dispose pas de grandes marges d'intervention pour faire face au choc du coronavirus. Les efforts à déployer par le gouvernement de la république seraient essentiellement orientés vers la limitation des dégâts.

La survenance des chocs de cette nature met en évidence la nécessité pour le pays de se doter urgemment d'un programme de diversification de son économie et de renforcement de sa compétitivité. Aussi, elle montre la nécessité pour le pays, de se doter d'un espace budgétaire plus large et d'une caisse ou d'un fonds de stabilisation pour contrer les effets probables des chocs.

Au plan de la politique budgétaire, le gouvernement devra s'imposer beaucoup de discipline afin de limiter le creusement du déficit public et partant, la détérioration possible du cadre macroéconomique. Il se devrait de ne pas recourir aux avances de la Banque centrale et de ne pas consommer les réserves en devises comme cela a été fait durant ces 3 – 4 dernières années. Parmi les mesures proposées par Congo Challenge, nous pouvons citer :

1. Diminuer le train de vie des institutions politiques (enveloppes des émoluments, frais de fonctionnement de la présidence de la République, de l'assemblée nationale, du sénat et du gouvernement) ;
2. L'exécution prioritaire des dépenses de santé dans le budget de l'Etat, en particulier l'approvisionnement immédiat en quantités suffisantes de masques de protection car la demande mondiale est saturée ;
3. La diminution de la taille du Gouvernement afin d'anticiper sur les pressions sur la dépense publique en perspective d'un collectif budgétaire ;
4. Soutenir financièrement les entreprises fermées directement ou indirectement du fait de la pandémie ;
5. Constituer une équipe scientifique de haut niveau en matière économique et médicale en vue d'examiner les conséquences économiques, sociales et médicales de l'avènement de la pandémie et de faire des propositions de solutions en vue de prévenir le pire et atténuer les effets de la crise ;
6. Procéder rapidement au collectif budgétaire en vue d'ajuster le niveau de recettes et des dépenses à la conjoncture économique ;
7. Mettre terme au financement de certains travaux jugés non prioritaires et réallouer les ressources vers l'atténuation des effets néfastes liés à la crise ;
8. Le recours aux appuis budgétaires comme soutien à la politique budgétaire ;
9. Recourir aux mécanismes de financement d'urgence à décaissement rapide auprès du FMI en tant que pays à faible revenu ;
10. Un plan de soutien au secteur privé, particulièrement aux entreprises touchées par les mesures gouvernementales : les opérateurs économiques œuvrant dans l'HORECA et assimilés ;
11. Une prise en charge partielle de la fiscalité des entreprises touchées par la crise (secteur aéronautique, les transports en commun, le petit commerce (marchands maraîchers, etc.) ;
12. Une indemnisation des employés mis en chômage technique temporaire ou définitif avec des traitements au cas par cas ;
13. Prendre en charge les factures d'eau et d'électricité pour les ménages les plus fragiles pour les mois concernés par les mesures prises par le Gouvernement ;
14. Lutter contre la fraude et la corruption qui se sont accrues au courant de l'année 2019 afin d'améliorer le taux de mobilisation de recettes publiques.

Enfin, du côté de la politique monétaire, la Banque centrale devra faire preuve de beaucoup de souplesse dans l'utilisation de ses instruments de peur qu'elle ne crée une rupture entre l'offre et la demande des moyens de paiement avec effet déflationniste en cas de restriction ou avec effet inflationniste en cas d'excès. Il lui faudra aussi conforter ses réserves pour contrer les soubresauts du marché de change.

7. Conclusion

La pandémie du Coronavirus, Cov-19, va constituer un véritable défi pour le Gouvernement au cours des prochains mois au vu des contraintes diverses qui se présentent à l'économie congolaise et qui ont été évoquées dans la présente note.

Les mesures prises par le Gouvernement pour anticiper la propagation du Coronavirus sont certes indispensables voire inéluctables, mais il faut craindre quelques dérapages, en l'occurrence dans leur mise en œuvre dans une mégapole comme Kinshasa caractérisée par deux handicaps majeurs.

Le **premier** porte sur le **caractère précaire du train de vie de la majorité de la population qui vit au jour le jour**. Il est à craindre qu'entre des mesures de confinement édictées par le Gouvernement – et malgré toute sa bonne volonté de s'y contraindre – la contrainte de survie ne l'emporte ; ce qui occasionnera un canal naturel de propagation de la maladie grâce à une mobilité plus importante et malheureusement nuisible au confinement de l'épidémie.

Le **deuxième** handicap a trait à la **forte utilisation de la monnaie fiduciaire ou de la monnaie-papier**. La circulation monétaire est principalement le fait des billets de banque, une source importante de propagation des maladies des mains sales et à laquelle la population congolaise ne pourra pas échapper.

En effet, les pays développés ont pu contenir la maladie du Cov-19 en partie à cause du développement de leur système financier qui permet actuellement au commun des mortels d'effectuer des opérations courantes grâce à la monnaie électronique, donc sans manipulation des billets et pièces de monnaie. Par exemple, le paiement du transport en commun (bus, train, métro, taxi), des dépenses courantes (d'alimentation, et autres frais divers (factures d'électricité, d'eau, scolaires, etc.)) est effectué presque'exclusivement par carte bancaire, évitant tout contact humain.

Or, parmi les mesures prises par le Gouvernement, l'encadrement des achats au sein des marchés publics fréquentés par toutes les couches de la population (riches, pauvres, citadins, villageois, etc.) n'a pas été précisé et il est impossible, en RDC, avec un système bancaire à la limite rudimentaire au regard de l'évolution de la technologie, de réduire au maximum le contact physique entre le vendeur et l'acheteur. Congo Challenge estime que ces deux facteurs vont mettre en mal l'exécution des mesures prises par le Gouvernement et risquent de devenir les sources inédites de propagation de la maladie. Le Gouvernement devrait trouver des mécanismes de gestion de ces deux goulots d'étranglement.